**INTRODUCTION DE MONSIEUR AHMED LAHLIMI ALAMI,**

**HAUT COMMISSAIRE AU PLAN,**

**A LA PRESENTATION DES RESULTATS DE**

**L'ENQUETE NATIONALE SUR LA CONSOMMATION ET LES DEPENSES DES MENAGES AU MAROC**

Rabat, le 26/10/2016

**L’EVOLUTION DU NIVEAU DE VIE**

**ET SES DIMENSIONS SOCIALES ET TERRITORIALES**

*par Ahmed LAHLIMI ALAMI*

L’Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des Ménages est une des enquêtes de structure qui, avec celles portant sur les structures économiques, sur la sphère des activités informelles ou encore sur l’évolution des conjonctures dans les secteurs des ménages et des entreprises, permettent d’actualiser périodiquement notre connaissance de l’économie nationale et des conditions de vie des citoyens.

Cette enquête dont j’ai l’honneur de vous présenter les principaux résultats et de vous faire part de quelques idées qu’ils m’inspirent a pour objet la collecte des données exhaustives sur les dépenses et la consommation de ces derniers. Elle a été réalisée sur l’ensemble du territoire national auprès d’un échantillon de 16 000 ménages, entre juillet 2013 et juin 2014, une année complète pour tenir compte des effets des saisons et des évènements socio-religieux sur les comportements de consommation.

Ses résultats doivent alimenter les données de la nouvelle année de base 2014 de la Comptabilité Nationale et la matrice sociale qui constitue le référentiel de nos analyses et prévisions économiques. Elle doit également renouveler les composantes de l’indice des prix à la consommation (IPC). En comparaison avec ceux des enquêtes similaires de 2001 et 2007, ces résultats permettent de jeter un éclairage circonstancié de l’évolution, dans notre pays, du niveau de vie, du modèle de consommation ainsi que des phénomènes de la pauvreté, de la vulnérabilité et des inégalités sociales, à l’échelle nationale et au niveau des différentes unités territoriales.

1. **Aperçu général sur le niveau de vie et l’évolution du modèle de consommation des ménages**

**Il est à rappeler que d’après les Comptes de la Nation le revenu moyen annuel par tête d’habitant dans notre pays** est passé, entre 2001 et 2014, d’environ **11000 DH** à **19000 DH**, marquant une croissance moyenne de 5% par an. Compte tenu du faible taux d’inflation, le pouvoir d’achat a ainsi connu une progression annuelle moyenne de **3,4%** au cours de la période.

Par référence aux enquêtes nationales sur la consommation des ménages, **le niveau de vie** a presque doublé, passant de près de **8300 DH** par an en 2001 à environ **15900 DH** en 2014 légèrement supérieur à la dépense de consommation finale des ménages par tête telle que mesurée par la Comptabilité Nationale. Il a ainsi progressé, en termes réels, à un taux moyen annuel de **3,5%**, au cours de cette période, passant de 3,3%, entre 2001 et 2007 à 3,6% entre 2007 et 2014. Ces rythmes d’accroissement ont été respectivement de 2,7% et 3,5% en milieu urbain et de 4,7% et 2,8% en milieu rural.

Avec l’appréciation du niveau de vie, les dépenses des ménages montrent une évolution significative du modèle de consommation, dans sa double composante alimentaire et non-alimentaire.

***Dans la structure des dépenses de consommation, le poids du segment alimentaire régresse et sa qualité s’améliore. Moins cependant dans le monde rural et parmi les catégories sociales de faible niveau de vie.***

Entre 2001 et 2014, la part des dépenses de consommation alimentaire dans le budget des ménages est passéede 41% à 37%, à l’échelle nationale. Elle a continué à en représenter 47,3% en milieu rural et 33,3% en milieu urbain, variant de 50% dans la catégorie des 10% les plus défavorisés à 26% parmi les 10% les plus aisés.

En termes de qualité, les **produits riches en calories** (céréales, sucres et produits sucrés) **reculent** **au profit des produits riches en protéines** (viandes, poissons, œufs, produits laitiers). La part de ces derniers dans les dépenses alimentaires est passée de 33% à 36%.

***La structure du segment non-alimentaire se valorise avec une émergence plus marquée de biens et services de qualité.***

Le poids de l’ensemble des dépenses au titre de « l’enseignement, de la culture et des loisirs », plus « les transports », « l’hygiène et les soins médicaux » par exemple, est passé, dans le budget global des ménages, de 16,7% à 21,4%. Avec cependant des disparités sociales et territoriales notables :

Dans les budgets des ménages ruraux et urbains, « L’enseignement, la culture et les loisirs » représentent respectivement 2,8% et 6,6%, « l’habitat et l’énergie » 19,8% et 24,2%, « l’hygiène et les soins médicaux » 7,5% et 9,2%

Par ailleurs, les 10% des ménages en haut de la hiérarchie des niveaux de vie et les 10% en bas de cette hiérarchie consacrent, respectivement, 3,5% et 0,4% aux loisirs, 5,3% et 2,7% à l’enseignement, 2,7% et 1,3% à la communication et 11% et 2,9% aux transports. Plus illustratives, la valeur des dépenses réalisées par la 1ère catégorie sociale pour l’enseignement est de 24 fois supérieure à celle de la seconde, pour les loisirs 105 fois, pour les communications 24 fois et pour les transports 44 fois.

1. **Dimensions sociales et territoriales de l’évolution des dépenses de consommation des ménages**

Avec l’actualisation de notre connaissance de l’évolution du niveau de vie, de la structure et de la qualité du modèle de consommation des ménages, la comparaison des données collectées par les enquêtes sur les dépenses de consommation des ménages permettent, à défaut d’informations fiables sur les revenus de ces derniers, d’appréhender les inégalités sociales et territoriales sous l’angle de ces dépenses, prises, à cet effet, comme la source la plus significative des réalités sociales de la pauvreté et des inégalités dans les pays en développement.

**Dans ces conditions, l’analyse des résultats de la présente enquête montrent qu’avec une croissance, en termes réels, de près de 3,5% au niveau national et respectivement de 3,1% et de 3,7% en milieu urbain et rural, l’amélioration du niveau de vie par habitant, entre 2001 et 2014, s’est accompagnée globalement d’une réduction des disparités sociales et territoriales contribuant au recul des différentes formes de pauvreté dans notre pays.**

***Au plan des disparités sociales****,*

Le niveau de vie par habitant mesuré en dirham constant a connu, au cours de chacune des périodes 2001-2014 et en particulier celle 2007-2014, des améliorations annuelles significatives respectivement de :

* 3.8% et 4% pour les 20% des ménages les plus défavorisés ;
* 3.3% et 3,3% pour les 20% des ménages les plus favorisés ;
* 3.6% et 3,9% pour la catégorie sociale intermédiaire.

Dans ces conditions, les inégalités sociales, mesurées par l’indice de Gini, ont marqué une première inflexion de leur antérieure rigidité à la baisse. Cet indice est passé de 40,6% en 2001 à 40.7% en 2007 et à 39.5% en 2014. Cette inflexion à la baisse est plus prononcée en milieu urbain où cet indice a baissé de 41,1% en 2007 à 38,8% en 2014, contre 33,1% et 31,7% en milieu rural dans la même période.

Dans ce cadre, le taux de **pauvreté monétaire**, a été réduit de près de 2/3 entre 2001 et 2014, passant de 15,3% à 4,8% à l’échelle nationale. Avec 1,6% il est, en milieu urbain, sans signification statistique mais reste important en milieu rural malgré une forte baisse passant de 25% à 9,5%. **La pauvreté multidimensionnelle**, selon l’approche adoptée par le PNUD dite d’Oxford, **a**, en même temps, **connu une évolution similaire**, passant de 25% à 6%.

De son côté, la **vulnérabilité à la pauvreté**, même si elle s’avère faible en milieu urbain avec une incidence de 7,9%, **reste un phénomène surtout rural** où elle se maintient à 19,4% en 2014 après avoir été de 30% en 2001.

***Au plan des disparités territoriales,***

L’écart de niveau de vie entre les deux milieux de résidence urbain et rural qui était de 2 en 2001 a baissé à 1,8 environ en 2007. Avec 1,9 en 2014, il semble marquer cependant une amorce vers une nouvelle augmentation qu’il convient, bien entendu, de surveiller en raison des fluctuations connues des revenus ruraux.

Par ailleurs, **les écarts géographiques du niveau de vie** font apparaitre deux catégories de régions :

* celle où la dépense annuelle de consommation par tête d’habitant est supérieure à la moyenne nationale. Il s’agit des régions de « Eddakhla Oued Eddahab » avec 28627 DH, « Casablanca-Settat » avec 19006 DH, «Lâayoune-Sakia-El Hamra» avec 17729DH, « Rabat-Salé-Kénitra » avec 17 717DH,  «Tanger-Tétouan-El Hoceima » avec 17082 DH et la région de l’«Oriental » avec 15 972 DH.
* celle où la dépense annuelle par tête d’habitant est inférieure à la moyenne nationale. Il s’agit, en particulier, des régions de « Draa-Tafilat »  et « Béni Mellal-Khénifra »  avec respectivement 11 923 DH et 11 745 DH où elle est la plus faible.

A l’analyse, il semble que, dans une certaine mesure, le rythme d’évolution des niveaux de vie à l’échelle des unités territoriales, amorce un processus de leur convergence devant, à terme, en réduire les inégalités. Il est, à cet égard, significatif que des régions comme Drâa-Tafilalet, l’Oriental, Marrakech-Safi, Fès-Meknès réalisent des taux de croissance des niveaux de vie supérieurs à ceux de régions qui comptent parmi les plus riches, telles que Ed Dakhla-Oued Eddahab, Laayoune-Sakia-El Hamra, Casablanca-Settat.

Faut-il encore convenir qu’un tel processus requiert la consolidation, dans la durée, d’une croissance soutenue et inclusive. Une analyse de l'Observatoire des Conditions de Vie de la Population du HCP estime à 24 années environ la durée nécessaire pour atteindre, dans un scénario tendanciel, l’objectif d’une réduction de moitié des disparités régionales actuelles. Il n’en reste pas moins que le gain des régions en termes de niveau de vie, en atténuant les disparités territoriales, leur a apporté un gain parallèle en termes de progrès social et notamment de recul de la pauvreté sous toutes ses formes et de réduction des inégalités sociales, comme c’est le cas en particulier de "Casablanca-Settat", "Souss-Massa", "Marrakech-Safi" et "Béni-Mellal-Khénifra".

***En conclusion, avec un modèle de consommation en amélioration, une tendance à la réduction des inégalités sociales et territoriales, la croissance entre 2001 et 2014 a-t-elle été une croissance pro-pauvres ?***

Au total, avec une amélioration des structures et de la qualité de la consommation, l’évolution des dépenses des ménages telles qu’elles ressortent des enquêtes de 2001, 2007 et 2014, ouvrent la voie à une modernisation du modèle de consommation des ménages au Maroc avec cependant des disparités sociales et territoriales qui restent à réduire. Les tendances à la baisse que connaissent les phénomènes de la pauvreté et des inégalités ont vocation à apporter une contribution de plus en plus robuste à la soutenabilité de la croissance économique avec un contenu pro-pauvre à consolider.

A cet égard, l’amélioration générale des niveaux de vie et en particulier celle des catégories sociales modestes et intermédiaires montre que la croissance au Maroc entre 2001 et 2014, a pris l’itinéraire d’une croissance inclusive. Ayant profité, en termes relatifs, davantage aux pauvres et vulnérables qu’aux non-pauvres, cette croissance, peut-on être tenté de dire, aura été une croissance pro-pauvres comme le confirmeraient les indices de croissance pro-pauvres tels que calculés par les experts dans ce domaine.

Il faut cependant éviter que des indicateurs économiques aussi réels et crédibles n’occultent la réalité éminemment humaine de la pauvreté qui reste un phénomène toujours de trop. En 2014, 1,6 millions de marocains étaient encore en situation de pauvreté absolue et 4,2 millions en situation de vulnérabilité. Avec un poids démographique de 40% le milieu rural regroupe 79,4% des pauvres et 64% des vulnérables. C’est dire que la croissance pro-pauvres devrait avoir vocation à devenir une croissance pro-ruraux dans notre pays.